



COMPTE-RENDU DU DÉBAT/CONSULTATION DU 21 Octobre 2018 16h-18h00 aux Prairiales, Epernon

« Quelle Europe voulons-nous dans 10 ans »

Débat préparé par Renaud et Alain sur une initiative de Jean Paul Doguet
Madame Gaetane Ricard-Nihoul, membre du Secrétariat Général pour les Consultations Citoyennes sur l'Europe au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, participait à ce débat.

40 participants

Après l'introduction de Renaud Legouis, Gaëtane Ricard-Nihoul a présenté le contexte de cette consultation. Il s'agit de consultations citoyennes proposées au niveau européen par le Président Macron qui concerne 26 états membres (hors Grande Bretagne). La consultation est établie selon un processus ascendant pour faire remonter l'opinion du plus grand nombre de gens avec un calendrier commun d'avril à novembre 2018. Les propositions de cet événement participatif seront prises en compte à la mi-décembre. La commission européenne a par ailleurs organisé une consultation en ligne sur un questionnaire qui a été élaboré par un panel de citoyens de la société civile. Chacun est encouragé à répondre à ces douze questions en ligne. (<https://ec.europa.eu/consultation/runner/Future-of-Europe?surveylanguage=fr>)

A l'interrogation d'une personne de l'assistance concernant l'impact effectif de ces consultations, Mme Ricard-Nihoul a répondu que l'ensemble des propositions représentent des lignes d'orientation, des tendances (selon leur récurrence) qui pourront être prises en compte par les dirigeants qui en débattront à la mi-décembre.

Questions générales sur l'Europe

Suite à ces présentations introductives, un premier débat sur l'Europe ouvert et général a été proposé. Le compte-rendu qui suit se fait l'écho des questions et des réponses de Madame Ricard-Nihoul ainsi que de diverses observations formulées par les participants.

On constate un problème de **déconnexion avec le citoyen** sur les questions européennes dont les institutions sont très lointaines.

Oui, mais si nous parvenons à organiser ces débats aujourd'hui, cela témoigne d'une prise de conscience réelle qui commence à raviver la démocratie européenne.

Il est remarqué que la consultation est peut-être délaissée du fait du dévoiement antérieur des consultations sur le traité constitutionnel européen.

Pour pallier au **manque de repères institutionnels**, ne pourrait-on pas mettre en place dans chaque pays des lieux dans lesquels il serait possible d'être informés ?

Des « maisons de l'Europe » existent déjà ; c'est un réseau de centres d'informations Europe Direct (CIED) (https://ec.europa.eu/france/services/contact-points_fr). Cela existe bien, mais demande à être démultiplié.

Est évoqué ensuite le soupçon ou le discrédit qui plane sur le fonctionnement des institutions du fait de l'existence de certains **conflits d'intérêts et de lobbies**. Il devrait y avoir un organe de contrôle de ces conflits d'intérêts qui sont particulièrement évident pour les médicaments et les laboratoires pharmaceutiques mais aussi pour les questions environnementales, avec une exigence de transparence.

Mme Ricard-Nihoul précise qu'actuellement un renforcement du contrôle est en cours, pour rendre obligatoire l'inscription sur le registre des lobbies.

L'Europe est perçue comme paralysée par des **lourdeurs administratives**, comme le montrent les négociations actuelles sur le Brexit.

La consultation retiendra-t-elle des attentes de citoyens ou pourra-elle intégrer des objectifs de travail si de bonnes idées sont émises par les citoyens ?

Ce sera un peu des deux.

Bien que la « comitologie » européenne rende son fonctionnement opaque, il est possible qu'une parole, même poussée par quelques personnes, puisse être retenue. Des idées peuvent être portées devant le parlement européen et être acceptées.

Parmi ses objectifs et ses missions, on comprend bien que l'Europe a un rôle important dans la fabrication de lois et dans la distribution de subventions, mais pour la période de forte mutation que nous traversons, ne pourrait-elle pas aussi être active dans des actions de **formation et d'éducation aux nouvelles pratiques** comme par exemple celles qui aideraient les agriculteurs à cultiver autrement ?

Après ces échanges généraux sur le fonctionnement de l'Europe, trois thèmes ont été proposés au débat : l'environnement, l'agriculture et les flux migratoires.

Le compte-rendu qui suit expose les différentes propositions qui ont été formulées par les participants pour chacun des thèmes.

L'ENVIRONNEMENT

Il serait intéressant de créer un **Conseil Européen de l'Environnement**, remplaçant et l'Agence de Copenhague et le commissaire à l'Environnement, et ayant un **pouvoir d'initiative sur les lois** en matière d'environnement, mais cela suppose une modification des traités et il faudrait absolument veiller à son indépendance par rapport aux lobbies.

Il serait souhaitable que la constitution européenne mentionne explicitement que **l'environnement est une priorité absolue** pour la construction européenne, une valeur fondatrice de l'Europe.

Chacun doit « **faire sa part** ». On pourrait promouvoir les comportements individuels peu polluants.

On a aujourd'hui des outils pour mesurer la qualité de l'eau et de l'air mais il n'y en n'a pas pour mesurer la **pollution des sols**. Il faudrait des indices d'évaluation des sols au niveau européen.

L'environnement peut **créer des emplois**. Il y a un lien entre l'emploi et l'environnement.

A propos de la transition énergétique, on pourrait imaginer un processus analogue à celui de la Politique Agricole Commune qui a dopé l'agriculture après la guerre. Ce nouveau processus aurait pour objectif d'encourager le **développement d'énergies renouvelables**, avec des banques pour aider les entreprises.

Il n'y a pas de discussions entre les pays concernant les dispositions à prendre. Faut-il développer des moyens incitatifs ou instaurer des malus ? Attention à la formulation « malus » à propos des droits à polluer. Elle est négative et pénalisante.

Il faudrait modifier la constitution européenne en faveur de l'environnement.

Les **friches industrielles** commencent à poser de gros problèmes un peu partout en France et en Europe. Il y a un vide juridique à propos de ces problèmes. Ne pourrait-on pas instaurer une obligation de dépolluer avant de quitter un site industriel ?

La **qualité de l'eau**, autant l'eau douce que celle des océans devient préoccupante. Cette question devrait être prioritaire.

Il faut trouver des **alternatives aux pesticides** pour pouvoir les supprimer dans un délai rapide.

On se demande quel sera l'impact de toutes ces recommandations et de toutes ces attentes si les industriels continuent à produire comme ils ont toujours produit.

L'AGRICULTURE

L'agriculture a un rôle essentiel dans la protection de l'environnement.

A propos du **glyphosate**, on s'aperçoit que les agriculteurs en sont les défenseurs et que leur avis compte autant que le lobbying industriel. L'Europe doit être un véritable moteur pour encourager le développement de **l'agriculture bio**, associée aux circuits courts et à la production locale. Il faut encourager à utiliser les variétés mieux adaptées comme le font certains semenciers. On a l'impression que les normes sont créées pour conforter les grosses entreprises et tuer les petites. Il est important que les petites entreprises puissent s'exprimer.

Dans ce sens, l'Europe peut-elle aider au financement des **jachères** ? Aider aussi les expérimentations et les encourager.

Il faudrait être mieux informé sur les fonds utilisés pour l'agriculture et leur répartition.

Il s'agit de la PAC.

Ne pourrait-on pas obliger (ou inciter par des mesures adaptées) les **cantines scolaires** à consommer **bio et local** ?

Que font les citoyens ? Il faudrait instaurer une **économie sociale et solidaire** pour infléchir le développement économique. Et que chacun se remette en question sur sa façon de consommer. La croissance n'est plus possible ; nous n'avons plus besoin de développement économique. Il faut envisager les échanges et la production sur d'autres bases. Et on ne voit pas les mesures importantes qui permettraient d'**enclencher véritablement la transition**.

Comment faire comprendre à tout un chacun que c'est son avenir qui est en jeu. L'industrie et tous ses moyens de marketing, comme la publicité, imposent une homogénéité des productions qui nous piège.

Pour conclure sur ce thème, un participant a proposé **l'interdiction des biocarburants** qui sont produits au détriment de l'agriculture vivrière.

LES FLUX MIGRATOIRES

En introduction un participant souligne que ce sont nos modes de vie qui ont créé les flux migratoires. C'est un thème global lié à tous les autres. Nous sommes **co-responsables**.

On constate que la crise a diminué mais elle continue. Est-ce une chance ou un danger ?

Pourquoi ces questions ne font-elles pas l'objet de prise en charge plus collective. C'est une **responsabilité politique** qui n'est pas que nationale ; elle devrait être traitée au niveau des gouvernements européens.

C'est scandaleux de ne pas accueillir l'Aquarius, tout comme ce qui se passe à Calais ou à Grande Synthe.

Il faut faire évoluer la convention de Dublin.

Est-ce qu'on ne pourrait pas envisager un **droit d'asile européen** qui oblige les différents pays à accueillir selon les mêmes critères ?

L'Europe ne pourrait-elle pas se positionner sur des accords bi-latéraux dans le but d'améliorer les choses sur place, dans les pays d'où partent les migrants, avec des **programmes de développement**, mais en pouvant contrôler l'utilisation de l'argent des aides.

On ne dit pas assez aux gens qui veulent quitter leur pays que « l'Eldorado » qu'ils viennent chercher en faisant ces milliers de kilomètres n'existe pas et que bien souvent c'est une vie de galère qui les attend.

Oui, mais il ne faut pas oublier que certains quittent l'enfer.

Il faudrait séparer les **types de migration**. Ne pas assimiler les gens menacés par la guerre, par les gangs, etc, et ceux qui cherchent à gagner de l'argent.

Pour les migrants qui ne peuvent plus vivre dans leur pays et qui ne peuvent plus y exercer leur métier, il faudrait travailler à des **équivalences de diplômes** pour éviter qu'une infirmière par exemple se trouve contrainte à faire des ménages.

On pourrait aussi évoquer les flux migratoires en sens inverse qui concernent les jeunes européens qui quittent l'Europe parce que les modes de vie ou de travail ne correspondent pas à leurs aspirations. C'est le problème de la **fuite des cerveaux**.

On observe de plus en plus de zones en France gagnées par la **désertification sociale**. L'arrivée de migrants est une chance pour ces villages qui se dépeuplent.

Fin des échanges. La parole est donnée à Mme Ricard-Nihoul pour un mot de conclusion.

Tous les propos échangés ne l'ont pas surprise. Des choses existent déjà dans les propositions qui ont été énoncées. Cela signifie qu'il y a un véritable problème d'information qui rejoint ce qui a été exprimé. Elle encourage à nouveau les participants à répondre aussi au questionnaire en ligne (voir en haut du compte-rendu).

Le dernier mot de la fin est énoncé par Renaud qui remarque que l'ensemble des propos témoigne d'un désir d'**Europe plus humaniste** pour construire ensemble avec nos différences.